

# Le MRP vous parle!

TRIBUNE LIBRE DES ANCIENS DU M.R.P.

Nouvelle Série n° 51  
NOVEMBRE DECEMBRE 1991  
ISSN 0753-8707

BULLETIN DE LIAISON DE L'AMICALE DU M.R.P. — 133 BIS, RUE DE L'UNIVERSITÉ PARIS 7<sup>e</sup> — TÉL. 47.05.84.51

PRIX : 5 F

## FIN DE REGNE

Le dégoût à l'égard du pouvoir atteint un nombre impressionnant de couches sociales.

Cela a commencé avec la découverte de la corruption socialiste illustrée par l'inspecteur GAUDINO. Que celui-ci soit révoqué pour avoir dit la vérité, que l'amnistie ait couvert les bénéficiaires et laissé les entrepreneurs face à la justice ne manque pas d'intriguer l'opinion. Lorsqu'on sait que les prélèvements sur les marchés publics passés par des municipalités socialistes ont, au cours de ces dernières années, permis, avec l'argent des contribuables, de financer le PS et la campagne présidentielle, on est surpris par l'ampleur du système mis en place.

Le gaspillage des fonds publics dans des

### SOMMAIRE

Fin de Règne .....	1
Deux nouvelles Europes sont nées .....	2
Constitution et mode de scrutin .....	3
L'A.P.E.M.D. ....	4
Les semaines sociales de France .....	5
Hélène Carrère d'Encausse .....	5
L'Aube du XXI <sup>ème</sup> .....	6 - 7
Amis décédés .....	7
Louis Michaud .....	8
Jean Gravier .....	8
Paul Teitgen .....	9
L'hiver arrive .....	9
A.T.D. Quart Monde .....	10
Les Français ne sont pas tous des salauds .....	11
Le Déjeuner de l'Amicale .....	12

constructions et des gestions contestables (Opéra Bastille) et la hausse vraiment significative de nos impôts au cours des dernières années (Ils ont presque doublé sur les taxes d'habitation et foncières en 5 ans) on commence à douter du sérieux de nos gestionnaires. Ils ne songent qu'à développer les services de l'Etat pour contrôler, surveiller, diriger des secteurs qui fonctionneraient cent fois mieux s'ils étaient gérés par le privé.

Enfin, lorsque le chef de l'Etat dénonce «l'argent que l'on gagne en dormant» on apprend que son meilleur ami a gagné sept millions de nouveaux francs grâce au tuyau qu'un initié lui a donné pour faire un coup boursier. A partir de là la confiance est sérieusement ébranlée.

On s'aperçoit ensuite que des catégories de fonctionnaires méritants (infirmières, policiers) dont les tâches sont ingrates ne parviennent pas à obtenir un minimum de concertation avec les ministres compétents. D'autres catégories professionnelles - les professions de santé, les enseignants - se demandent quel sera leur sort face aux réformes qui périodiquement rendent leur position incertaine.

Enfin les mesures qui pourraient donner à l'économie une chance de progresser ne sont pas prises. L'un des derniers régimes socialistes d'Europe garde la nostalgie d'une société où l'Etat conduit et contrôle la plus grande partie de l'activité économique. Ne sont donc pas libérées les forces vives seules capables de rendre dynamiques les entreprises avec des prises de risque que l'on ne trouve pas au niveau de la bureaucratie.

Les Français commencent à avoir honte d'être conduits par des gens qui ne doivent leur survie qu'au parti communiste. A l'Assemblée Nationale, le gouvernement se maintient grâce à l'abstention d'un quarteron d'élus communistes représentant le dernier bastion des staliniens en Europe.

Le temps est venu de prendre conscience que l'Europe que nous voulons a besoin d'une France active et forte : ne laissons pas les dernières magouilles présidentielles sans réponse.

Si le quinquennat est adopté - ce qui, entre nous, n'est pas une bonne formule car cela change la nature du régime et cela va perpétuer l'agitation stérile -, une campagne sera à peine terminée que l'on parlera des prochains candidats. Gardons le septennat non renouvelable.

La constitution de 1958 a fait ses preuves: en donnant le pouvoir à l'exécutif chargé de conduire la politique du pays, elle permet de gérer les affaires avec continuité. Si nous devons revenir au régime d'Assemblée tel que nous l'avons connu sous la 4<sup>ème</sup> république, ce serait un recul que les Français condamnent.

Attendons de connaître les intentions réelles du Président. Il sait que 3 français sur 4 souhaitent qu'il mette un terme à ses fonctions en 1993.

Il serait temps qu'il se rende compte que le machiavélisme au bout d'un certain temps ne trompe plus personne.

A.F. MERCIER

## DEUX NOUVELLES EUROPEES SONT NEEES

L'une à l'ouest, l'autre à l'est.

Pour les disciples de Robert Schuman que nous sommes tous à l'Amicale du MRP ce qui s'est décidé à Maastricht est un grand et heureux événement.

Ainsi la Communauté économique européenne (C.E.E.) devient-elle la Communauté européenne (C.E.), ce qui est très différent.

Les Etats d'Europe de l'Ouest pourront agir en commun et accroître leur influence dans le Monde.

Encore faut-il attendre de connaître comment seront appliqués les accords de Maastricht.

Dans notre dernier numéro nous avons souligné qu'il ne fallait pas détruire les Etats composants, mais les additionner pour obtenir une nouvelle force.

Les Etats devront conserver les décisions qu'ils sont le mieux à même de prendre, tandis que le Gouvernement européen devra avoir essentiellement en charge la politique économique et monétaire, la politique étrangère et la défense.

D'autre part la Commission européenne doit se borner à être un organe de préparation des décisions lesquelles doivent être prises par le Conseil des Ministres européens.

Quant à ce gouvernement il doit être responsable devant le Parlement Européen et celui-ci doit être composé d'une Assemblée élue au suffrage universel et d'un Sénat élu par les Parlements des Etats composant la Communauté.

Il est urgent que le gouvernement d'Europe de l'Ouest se mette en place car les problèmes à affronter ne manquent pas.

Le plus important est celui résultant de la naissance d'une autre Europe à l'est sur les ruines de l'Union Soviétique et du communisme qui l'avait fondée.

Comment va s'effectuer cet énorme changement ? Nul ne peut le dire aujourd'hui, mais la plus grande vigilance s'impose.

L'Europe de l'Ouest doit-elle aider l'Europe de l'Est à effectuer sa mutation ?

La réponse affirmative semble s'imposer puisque l'Europe de l'Est tente d'adopter les principes politiques et économiques qui ont réussi à l'ouest, mais les difficultés d'un tel changement sont immenses et les risques d'explosions redoutables.

Nous devons aider en premier lieu les Etats d'Europe de l'Est qui ont fait les plus grands efforts pour réussir le changement : Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, mais notre aide doit s'étendre à l'ensemble du Monde communiste, principalement au plan alimentaire, puisque nous

disposons d'excédents que nous sommes obligés de détruire ou de surfaces agricoles que nous devons laisser en friche.

D'autres dangers sont à craindre en Europe, du fait de l'énorme puissance militaire de l'ex-Union Soviétique et du désengagement partiel des Etats Unis, soucieux de réduire leurs dépenses.

La transformation de l'Union de l'Europe Occidentale (U.E.O.) en un véritable pilier européen de l'O.T.A.N. semble s'imposer.

Je recommande aux lecteurs de ce journal de prendre contact avec le Centre d'Analyse sur la Sécurité Européenne,

10, rue du Docteur Roux  
75015 Paris - Tél; 40.63.66.04

Ce Centre est présidé par M. François Fillon, député de la Sarthe.

Il a tenu récemment à l'Assemblée Nationale un très intéressant colloque dont le thème était : «quel avenir pour l'Alliance Atlantique et pour la Sécurité Européenne ?»

Des orateurs de plusieurs appartenances politiques se sont exprimés, notamment MM. Jean-François Deniau, Michel Vauzelle et Pierre-André Wiltzer et le Général Galvin, Commandant Suprême des Forces Alliées en Europe, a fait des déclarations de grande qualité.

Jean COVILLE

## CONSTITUTION ET MODE DE SCRUTIN

La Constitution et le mode de scrutin ont une grande importance dans une démocratie.

Rappelons quelle était la position du M.R.P. en ce domaine.

Le M.R.P. n'a été nullement hostile à la Constitution de la 4<sup>ème</sup> République, qui avait l'immense avantage, comme la Constitution de la 3<sup>ème</sup>, d'instituer un seul chef de l'exécutif, alors que la Constitution de la 5<sup>ème</sup> en a institué deux : le Président de la République et le Premier Ministre.

Sous la 3<sup>ème</sup> et la 4<sup>ème</sup> Républiques, le Président veillait au maintien des valeurs et des traditions du pays et était l'inspirateur d'une certaine orientation politique, mais ne s'engageait pas dans l'action politique.

Sous la 5<sup>ème</sup> République, le Président et le Premier Ministre sont en concurrence pour la conduite de la politique du pays.

Depuis 30 ans que la 5<sup>ème</sup> République existe, les divergences et les ruptures n'ont pas manqué. Il n'en était pas de même autrefois.

Mieux vaudrait, me semble-t-il, selon l'esprit du M.R.P., le retour à la Constitution de la 4<sup>ème</sup> République ou l'établissement d'un véritable régime présidentiel, comme aux Etats Unis, régime dans lequel le Président est le seul chef de l'exécutif.

Dans un tel régime on ne voit pas les distorsions négatives qui existent fâcheusement dans le nôtre.

Quant au mode de scrutin il mérite une réflexion attentive.

Oui ou non la démocratie est-elle le régime qui instaure le gouvernement du peuple par le peuple ?

Dans l'affirmative il est clair que tout mode de scrutin qui falsifie la représentation nationale, ce qui est le cas du scrutin majoritaire, devrait être écarté.

C'est bien ce que pensait le M.R.P., qui a toujours été partisan de la représentation proportionnelle intégrale.

J'ajoute que ce mode de scrutin est, non seulement plus juste et plus démocratique, mais qu'il est aussi plus efficace. En effet la politique menée ne peut pas être la meilleure quand elle est soumise aux décisions d'une assemblée qui n'est pas représentative de la population. Ce qui est le cas d'une assemblée élue au scrutin majoritaire, qui accroît la représentation des partis majoritaires et diminue ou supprime la représentation des partis minoritaires.

Dans ce cas il est clair que la population n'étant pas fidèlement représentée, les décisions politiques qui sont prises ne sont nullement assurées d'être conformes à ses souhaits.

Mieux vaut un mode de scrutin qui permette aux hommes politiques d'ajuster leurs décisions ou de conclure les alliances qui tiennent compte, dans la mesure du possible, des tendances de l'opinion.

On a prétendu que la représentation proportionnelle avait provoqué l'inefficacité et finalement la chute de la 4<sup>ème</sup> République.

C'est inexact et, sans entrer dans le détail de problèmes qui ont déjà été largement traités dans ce petit journal, rappelons que le disfonctionnement de la 4<sup>ème</sup> République a été dû pour une grande part à la conjonction des votes des gaullistes et des communistes qui, pour des motifs différents, s'opposaient à la politique menée sur le plan européen et sur le plan de l'Outre Mer.

Comment ne pas rappeler la violente hostilité des gaullistes et des communistes aux premiers pas vers l'unification européenne accomplis avec grand courage en 1950 par Robert Schuman et leur assaut, hélas victorieux en 1954, contre la Communauté Européenne de défense?

Actuellement - 37 ans après - on s'efforce de réparer les dégâts accomplis par ce rejet et de créer un

pilier européen de l'Alliance Atlantique, qui serait bien utile au moment où les Américains, sans nous abandonner, s'efforcent de limiter leur engagement en Europe et les dépenses qui en résultent.

La force commune européenne serait très utile, notamment pour faire face aux nouveaux dangers résultant de la chute du communisme et de la résurgence de nationalismes agressifs. La Yougoslavie est un exemple à la fois de cette résurgence et de l'impuissance actuelle de l'Europe Unie à venir au secours des opprimés.

Il en est de même pour l'Outre Mer. Comment omettre de mentionner l'abandon gaulliste et communiste aux forces du mal en Indochine ?

La tragédie des «boat people» et des massacres au Cambodge est directement liée à la volonté des communistes français de favoriser leur victoire partout dans le Monde et par tous les moyens et à la volonté des gaullistes de refuser toute communauté, même avec les peuples de notre ancien empire colonial.

La dissolution par de Gaulle de l'Assemblée de l'Union Française, qui aurait pu être l'amorce d'une Communauté entre la France et les pays d'Outre Mer, était bien la preuve du refus d'une telle Communauté.

Mais je ne veux pas terminer cet article sur une note pessimiste. L'Union, je l'espère, réussira en Europe et ailleurs si ses adeptes se mobilisent.

Nul doute qu'ils soient nombreux parmi les lecteurs de ce journal!

Jean COVILLE

\*\*\*\*\*

# L'A.P.E.M.D.

## ECOLE CIVIQUE DES ELUS MUNICIPAUX ET DEPARTEMENTAUX

L'hommage funèbre rendu par Marguerite Colin (N° sept-oct. 1991), à Marie-Angèle Charvolin souligne le rôle majeur joué par celle qui fut l'infatigable secrétaire générale de «**l'Association populaire des élus municipaux et départementaux**» (APEMD), sa cheville ouvrière, en même temps que conseiller municipal d'Asnières (Hauts de Seine).

Cette association regroupant des centaines d'élus locaux, créée en 1947, prospéra avec succès, pendant une quinzaine d'années, dans la mouvance du M.R.P. Son siège fut d'ailleurs longtemps au 24 bis boulevard Saint-Germain, Paris V° (à l'angle du 7 rue de Poissy). Son slogan : «**Unir - Servir - Agir**».

Au souvenir de M.A. Charvolin associons celui de deux amis regrettés : le président de l'APEMD, Jean de Montgascon, maire de La Flèche (Sarthe) et du président d'honneur, Pierre Trémintin, maire de Plouescat (Finistère), président de l'Association des maires de France avant Lionel de Tinguy et Alain Poher.

Le Trésorier fut Roger Martin (Chateauroux). Parmi les vice-présidents : Henry Dorey (Belfort), René Bride (Reims), G. Lecomte (Marcq-en-Bareuil, Roger Degornet (Colombes), Roger Menu (Epemay), M.R. Simonnet (Donzère), etc... Autant de figures qui nous restent chères.

L'APEMD éditait un organe bimestriel «**Pour l'action**» (à couverture bleue), sous forme de petites fiches techniques de documentation communale :

comment lire un budget, législation, finances locales, affaires sociales, état-civil, logement, etc..., et dont le directeur gérant était M.A. Charvolin.

Elle tenait un congrès annuel dans les villes amies : Rennes (Henri Fréville), Epemay, Valence, Orléans, Strasbourg (Pierre Pflimlin), Reims, etc...

Le Congrès constitutif de l'APEMD manifesta d'emblée une grande volonté de renouveau de la part d'élus résolus à assurer l'essor démocratique, familial et social dans la cité. Il proclama avec force : «**nous voulons apporter dans nos communes et dans nos villes, quelque chose de vraiment nouveau et efficace**».

L'APEMD s'assignait cinq missions essentielles :

1° De créer un courant d'action municipale et d'action départementale, de faire de la vie locale une véritable école civique des citoyens;

2° D'animer l'administration de nos communes et départements; de promouvoir un nouveau style d'action locale;

3° De grouper les élus pour une entraide dans l'action;

De mettre à leur disposition les journaux, documents, services spécialisés qui leur sont nécessaires;

4° D'informer les citoyens des problèmes qui se posent dans l'administration des communes et départements, ainsi que des solutions préconisées par ses adhérents,

5° De préparer et d'obtenir les réformes législatives propres à faciliter l'action des Assemblées locales.

A l'occasion du X° anniversaire de l'APEMD, en mars 1957, François de Menthon qui signait l'éditorial de «**Pour l'action**», définissait en ces termes l'esprit qui animait l'association :

«**Nous avons besoin non seulement d'être animés par une mystique, c'est-à-dire par un esprit général, mais nous avons besoin d'être guidés par une doctrine en matière municipale, en matière départementale, nous avons besoin de nous fixer un programme.**»

«**Pourquoi ne pas dire qu'avant l'APEMD, cette doctrine et ce programme n'existaient guère. A quoi passaient leur temps les associations d'élus municipaux, ou les associations de maires, avant la guerre ? Ils passaient leur temps à **revendiquer**, quelquefois bruyamment, le respect des libertés locales, mais est-ce qu'ils s'occupaient, bien souvent, d'obtenir les **pouvoirs** nécessaires pour user de ces libertés locales ? Est-ce qu'ils s'occupaient à former, dans chacune des cellules de la République que sont les communes et les départements, des dirigeants connaissant leur métier ? Est-ce qu'il y avait une doctrine d'action municipale ? Est-ce qu'il y avait un programme d'action municipale et d'action départementale ?**»

La question posée en 1957 reste d'une parfaite actualité en 1991.

Georges Verpraet

## LES SEMAINES SOCIALES DE FRANCE

Inutile de présenter à nos amis cette vénérable institution qui a permis à plusieurs générations de chrétiens d'approfondir leurs connaissances sur les principaux sujets d'actualité économique et sociale au cours des décennies passées. Elles furent fondées en 1904.

Grâce à une nouvelle impulsion, sous la présidence de Jean GELAMUR, les semaines sociales viennent de tenir à Issy les Moulineaux leur session 1991 fort réussie en présence de 1200 participants.

Étalées sur trois jours, les communications ont porté sur la dernière encyclique papale, avec pour thème : « concurrence et solidarité : l'économie de marché, jusqu'où ? »

Nous nous bornons à évoquer l'intervention de Michel ALBERT, président des AGF et président de l'union internationale chrétienne des dirigeants d'entreprise (UNIAPAC). Au cours d'un exposé brillant et plein d'humour il sut apporter une

conclusion aux débats, qui reprend, en fait, le thème de son dernier ouvrage «Capitalisme contre Capitalisme».

Pour lui, la séduisante définition du marxisme : « à chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins » a fait fiasco car, lorsqu'il y a zéro pour cent de concurrence, il est fatal que, par penchant naturel, l'homme cherche à travailler le moins possible, d'où un rendement nul. D'autre part, là où il y a 100% de solidarité, les besoins sont en progression constante et le système D conduit au vol et au marché noir, les produits disparaissant du marché. Nous savons tous que le système soviétique, en appliquant ces théories s'est écroulé.

Il reste donc le système capi-taliste, défini par le Pape (ch. 42) :

« Un système économique qui reconnaît le rôle fondamental et positif de l'entreprise, du marché, de la propriété privée et la responsabilité qu'elle inspire dans les moyens de production, dans la libre créativité

humaine dans le secteur économique».

Michel ALBERT pense que l'application pure et simple de ce système conduit à des tensions. C'est le « capitalisme anglo-saxon, néo-américain » où la recherche inconsidérée du profit entraîne des conflits. L'individu n'est plus protégé. Le Pape se prononce également contre l'aliénation humaine.

Michel ALBERT préconise ce qu'il appelle le « capitalisme rhénan » qui s'inspire plutôt de l'économie sociale de marché. Celle-ci valorise la réussite collective tout en protégeant la personne humaine. Elle est pratiquée en Allemagne, au Bénélux et en Suisse. Elle pourrait s'appliquer en France si nous avions une bureaucratie moins lourde et si nous recherchions une plus grande responsabilité individuelle.

Michel ALBERT répondit ensuite à de nombreuses questions. Le colloque fut d'une haute tenue.

A.F. MERCIER

## Hélène Carrère d'Encausse académicienne

De nombreux français lisent les livres et les articles d'Hélène Carrère d'Encausse et admirent son talent.

C'est pourquoi son entrée à l'Académie française a-t-elle été très chaleureusement accueillie.

Avant sa réception, une première cérémonie s'est tenue, au cours de laquelle son épée lui a été remise.

Nous ne résistons pas au plaisir de la relater.

De merveilleux discours ont été prononcés par Alain Peyrefitte et par Henri Troyat.

Celui-ci, qui est d'origine russe,

était particulièrement qualifié pour remettre son épée à la nouvelle académicienne, qui est d'origine géorgienne.

A la question de savoir pourquoi elle avait accepté de recevoir une épée alors que les académiciennes qui l'avaient précédée, Marguerite Yourcenar et Jacqueline de Romilly, l'avaient refusée, elle répondit que depuis son jeune âge en Géorgie elle admirait Jeanne d'Arc, qui portait une épée, non pas pour faire du tort à qui que ce soit, mais pour défendre les valeurs essentielles à son peuple et à tous les hommes.

L'origine géorgienne d'Hélène Carrère d'Encausse apparaît sur

l'épée elle-même, qu'a dessinée et ciselée un autre géorgien, l'orfèvre Goudji.

Toute simple une date y est gravée : 1991. Biblique, une devise : « heureux les pacifiques ». Une effigie de S'Georges, patron de la Russie et le coq gaulois en hommage à l'autre patrie de l'académicienne.

Ayant assisté à cette cérémonie, je ne puis que dire combien elle fut émouvante et tonique dans la période morose que nous vivons.

Jean COVILLE

# L'AUBE DU XXIème SIECLE

## *Nous avons gagné !*

Nous avons gagné la guerre froide.  
Nous ?

D'abord les **Etats-Unis** qui ont su opposer à la menace totalitaire le calme, la force et l'intelligence d'une grande démocratie.

**L'Europe des Douze** ensuite qui propose un modèle irrésistible de coopération amicale et fructueuse entre des nations dissemblables.

Mais aussi et surtout, **nous les démocrates chrétiens** sans lesquels cette audacieuse construction n'aurait pas d'âme, n'aurait pas de vie. Dès la fin de la deuxième guerre mondiale des hommes surgis de la résistance au nazisme ont élaboré, puis commencé à réaliser un plan original pour une Cité nouvelle.

Le matérialisme dialectique ils l'ont affronté avec la tranquille assurance de leur idéal, imprégné du respect de la personne humaine. Seule leur doctrine pouvait mettre en échec le marxisme triomphant.

Les démocrates chrétiens ont été les architectes et les maçons de la construction européenne parce qu'ils voulaient que les nations se comportassent comme des êtres civilisés, membres d'une même famille. Non plus comme des bêtes de proie : aigle, lion, léopard mus par leur appétit de puissance. Le respect mutuel fonde la Communauté dont on voit chaque jour les progrès dans les esprits et les cœurs.

Ce n'est pas un hasard si les hommes issus de la démocratie chrétienne sont aujourd'hui à la tête de la reconstruction de l'Europe Centrale.

Tous ceux qui clabaudent sur la «Grande» ou la «Grosse» Allemagne avec des accents maurassiens seraient

fort marris, si au lieu d'un Helmut Kohl ils avaient devant eux un représentant de ces forces «classiques» dont on entend chaque jour des manifestations oratoires à Londres, Paris ou ailleurs.

Robert Schuman doit se réjouir dans l'au-delà de constater comme a germé la semence de la réconciliation et de la fraternité qu'il avait semée audacieusement, porté par l'esprit prophétique, il y a quarante ans en compagnie de Conrad Adenauer et d'Alcide De Gasperi !

Qui aurait rêvé en 1945 qu'un Chancelier allemand placerait l'unité de l'Europe au même plan que l'unité de son propre pays ? Qui aurait imaginé que surgirait des terreurs et des ombres du passé la plus petite Allemagne ayant jamais existé, mais aussi la plus démocratique et la plus pacifique ? Qui aurait pensé que la Pologne et l'Allemagne sous la direction de deux hommes pénétrés des valeurs de la démocratie-chrétienne commenceraient enfin à se donner la main au-dessus de frontières sûres et reconnues ?

**Nous devons être fiers du chemin parcouru.**

Si Gorbachev a abandonné sans combattre le glacis de l'Armée Rouge c'est que nos idées avaient vaincu les siennes.

Toute l'Europe Centrale aspire à entrer dans la Communauté, à ses yeux modèle idéal de la vie libre, où les nations sont respectées et où elles respectent leurs citoyens.

Nous ne serons pas surpris si les peuples de l'URSS s'engagent bientôt dans la voie où les anciennes démocraties populaires les précèdent.

**Soyons fiers, mais ne soyons pas satisfaits.** Notre combat est loin d'être terminé. Nous n'avons pas lutté pour le

triomphe du capitalisme mondial, mais pour l'instauration d'un ordre humain étendu à toute l'humanité. Nous sommes encore fort loin du but. La tâche qui nous reste à accomplir est immense. Les succès récoltés doivent nous encourager, mais ne pas nous leurrer.

**Il nous faut en premier lieu pacifier toute l'Europe.** Si la démocratie chrétienne a embouché la trompette la plus puissante parmi celles qui ont fait crouler les murailles de l'ancien régime communiste, elle n'est pourtant pas reconnue et admise par tous les nouveaux pouvoirs. Souvent nous sommes persécutés : en Roumanie, en Bulgarie, en Yougoslavie, en URSS et ailleurs...

Du creuset des épreuves surgiront des militants et des responsables d'autant mieux aguerris. C'est notre devoir de les soutenir de tous nos moyens. Nous sommes les seuls à posséder la clé qui ouvrira une ère de paix et de fraternité sur des terres imbibées du sang versé au nom de haines séculaires. Comme en Afrique d'atroces luttes tribales risquent de se déchaîner en Europe Centrale si la construction politique recrée les prisons des nationalités. Les Sudètes ont été encore plus sauvagement traités que ne le sont aujourd'hui les Krahnns au Libéria, comme Vaclav Havel l'a reconnu avec courage et grandeur d'âme. Le même sort attend des millions d'hommes : les Hongrois en Roumanie, les Albanais au Kosovo, les Croates en Bosnie, les Turcs en Bulgarie, les Tsiganes partout, d'autres... Le racisme est un mal universel qui prend sa source dans les ressentiments de la paranoïa nationaliste.

L'Europe Centrale se soustraira à cette malédiction si elle met en place, avec notre aide, les procédures d'arbitrage supranationales que nous avons rodées dans un autre contexte au sein de notre Communauté. Ne nous y trompons pas. **La marée communiste**

en se retirant ne laisse pas beaucoup de perles sur la grève. Des problèmes nouveaux vont s'imposer à nous que nous n'attendions pas, mais qu'il nous faudra bien résoudre.

La reconstruction des économies dévastées par soixante dix ans d'incurie n'est pas le moindre d'entre eux. Nous ne pourrons pas nous dérober aux sacrifices temporaires qu'entraînera pour nous l'aide à donner aux 120 millions d'Européens voisins avant d'entreprendre l'assainissement de l'immense Russie. Un repli au nom des intérêts de «la France seule» serait aussi nuisible qu'inutile et illusoire. Nous sommes «embarqués» de Dunkerque à Vladivostok !

Nous ferons face aux problèmes de financement, mais aussi à ceux beaucoup plus importants posés par la reconstitution d'une véritable société civile : la formation des responsables sociaux, syndicaux, économiques, politiques. **La reconquête de l'Est s'impose à nous comme une priorité de la pensée et de l'action jusqu'à l'an 2000, au moins.**

L'effort intellectuel et moral que nous devons fournir, «nolens volens» est considérable. Notre doctrine a le plus grand besoin d'être renouvelée, rajeunie, raffermie pour répondre à la demande pressante, angoissée qui nous est adressée. A nous, parce que nos frères savent que nous avons une doctrine de foi et d'amour.

Nous n'en sommes pas encore suffisamment conscients. Nous sommes en vérité l'espoir et le recours pour des millions et des millions d'hommes en Europe. Ils ont un besoin profond d'entendre notre voix. Jusqu'à maintenant ils ne perçoivent guère à l'Ouest que les accents d'un mercantilisme bien tempéré.

Sur quoi repose la civilisation occidentale telle qu'on la leur présente sur les écrans de télévision ? Sur trois piliers : le matérialisme des rapports sociaux, l'arbitrage de l'argent, la sexualité omniprésente. Beaucoup de nos nouveaux partenaires ne se satisferont pas, à juste titre, de cette conception courte et sèche de la vie.

Il nous appartient de leur montrer que la liberté de pensée, de parole et

d'action permet de poursuivre un autre objectif : celui de l'épanouissement de la personne humaine dans la cité et dans la famille.

Sinon, certains seraient tentés de souffler sur les cendres du communisme pour y allumer une flamme disparue.

Le capitalisme remplit les ventres, pas les cœurs. Depuis longtemps nos maîtres à penser l'ont dit et répété: Mounier, Borne, Péguy, Sangnier, tant d'autres nous ont donné la force de nous soustraire aux charmes de cette Circé, qui à travers l'envoûtement de la consommation, à travers la magie de la télévision et à travers la drogue insidieuse des loisirs, transforme ceux qui furent les rudes compagnons d'Ulysse en pourceaux épanouis.

**Une société différente est imaginable et souhaitable.** Il est urgent que nous allions l'expliquer au delà des frontières de la CEE.

Nous irons chercher aussi d'autres exemples auprès de nos amis d'Amérique Latine qui luttent pied à pied pour restaurer la démocratie et pour ouvrir un nouveau chemin aux déshérités.

Le monde entier devient l'objet de notre réflexion et de notre sentiment. Nous sommes de plus en plus engagés dans un combat planétaire qui a pour enjeu la libération de la personne humaine.

Dans notre pays nous sommes confrontés aux mêmes problèmes comme dans un microcosme. Les forces de croissance doivent être libérées des entraves bureaucratiques mais en même temps elles doivent se mettre au service de la collectivité. Les relations sociales n'ont pas été étouffées par le rituel de hiérarchies contraignantes, mais elles engendreront blessures et malheurs si elles ne concourent pas à l'épanouissement des familles, à la protection des personnes âgées, au soutien des affligés. Quant aux minorités, nous les protégerons de la haine raciste. Avec quels moyens ? On en revient au plus indispensable en France. Il n'y a pas que les besoins de l'économie, criants quant on considère l'appel aux spécialistes et la déconfiture navrante de toute une jeunesse incapable de répondre «présent»... il y a aussi l'exigence, la soif de la culture si

chichement mesurée à tous ceux qui pourraient revivre à son contact, qu'il s'agisse de débutants ou de retraités.

L'écroulement piteux du communisme n'est pas que la fin d'un cauchemar ou que la disparition d'une illusion. Pas uniquement. Il crée un appel pour un renouvellement, **un appel à une spiritualité** dont le communisme s'était volontairement dépouillé, mais dont le monde moderne avec ses gadgets rutilants, ses bonimenteurs faconds, ses tentations multipliées à l'infini paraît lui aussi tragiquement dépourvu. **Malheur aux empires desséchés !** Nous préparons le XXIème siècle en prenant en charge les malheurs qui accablent notre monde, mais aussi les bonheurs de pacotille qui sont en train de le dissoudre.

Les puissances matérielles, les remarquables machines à produire que sont devenus les Etats-Unis, le Japon, la Communauté Européenne ont besoin de nous à un point que ces gros ruminants n'arrivent pas à imaginer. **Ils ont besoin d'un objectif qui donne un sens aux investissements, aux records, au travail.** Ils ont besoin d'un horizon spirituel. Le monde va changer de base ! A la contrainte maussade du salariat va succéder la monotonie hébétée du loisir.

Il ne faudra pas s'arrêter là - Une société de plus en plus écartelée entre les plus riches et les plus pauvres, entre le Nord et le Sud, n'est pas capable de supporter longtemps le poids insistant de la mort, repoussé de quelques semaines à coup de milliards par une Sécurité Sociale qui se targue de remplacer l'espérance religieuse.

Voilà où nous en sommes. Il nous reste à définir, puis à créer une civilisation nouvelle - N'ayons pas peur de prononcer son nom - Elle s'appellera «Harmonie»

Ch. DASVILLE

## AMIS DECEDES

Jean CAUCHON.....(Dreux)  
Alain FAU ..... (Paris)  
Madeleine GIRAUD.....(Paris)  
Jean GRAVIER..... (Jura)  
Madeleine MARTIN.....(Paris)  
Louis MICHAUD..... (Puteaux)  
Henri SABADIE.....(Arzens)  
Cécile THIBOUT.....(Paris)

## LOUIS MICHAUD (1912-1991) ancien député-maire de l'île d'Yeu

On a appris avec regret le décès survenu le 15 novembre dernier, à l'hôpital Foch de Suresnes, de notre vieil ami Louis Michaud, ancien député-maire de l'île d'Yeu durant les douze années de la IV<sup>ème</sup> République. Il aurait fêté ses 80 ans le 8 octobre prochain.

Entrepreneur de charpente et menuiserie à Puteaux comme son père, après des études au collège Sainte-Croix de Neuilly et à l'école des Travaux publics, Louis Michaud, issu des rangs de l'ACJF, se tourna soudain - sans programmation - vers une carrière politique, au lendemain de la Libération.

Il fit d'abord le grand écart en 1945-1946 en exerçant simultanément deux mandats éloignés d'un millier de kilomètres : conseiller municipal de Puteaux et député de la Vendée, département où il fut élu en 1946 et réélu en 1951 et 1956, sur la liste conduite par notre regretté ami Lionel de Tinguy du Pouet. Il siégea constamment sur les bancs du M.R.P. Puis il fut réélu jusqu'en 1967.

Parallèlement, après avoir été conseiller municipal de Poiré-sur-Vie (Vendée) en 1947-1953, il devint en 1953 maire et conseiller général de l'île d'Yeu, c'est-à-dire un des élus les plus occidentaux sinon atlantistes. Voilà qui l'obligea à des centaines de navettes annuelles, à la fois ferroviaires et maritimes entre Paris et son îlot sur l'Océan, à une époque où l'on ne pouvait emprunter le TGV ni l'avion ni le pont sur l'Atlantique.

Il fut membre du Bureau de l'APEMD. Il était aussi membre du Bureau du groupe des anciens députés présidé par Roland Boudet.

Louis Michaud avait gardé une certaine nostalgie de la Chambre dont il hantait encore parfois les couloirs, bien que l'atmosphère et les mœurs parlementaires de la V<sup>ème</sup> République fussent différentes de celles de la IV<sup>ème</sup> défunte. Il aimait venir s'asseoir à « l'ossuaire » tribune de l'hémicycle réservée aux parlementaires honoraires, pour assister le mercredi après-midi aux séances-pugilats dites des « questions d'actualité »

Père de quatre enfants, il se montrait préoccupé, particulièrement depuis plusieurs années, par l'état de santé de Madame Michaud qu'il avait épousée voilà cinquante ans exactement.

**Octogénaire retraité**, il s'était retiré ces dernières années à l'ombre des tours et de la Grande Arche du quartier futuriste de la Défense. C'est d'ailleurs à Puteaux (Hauts-de-Seine), sa ville natale, que furent célébrées le 20 novembre, dans le recueillement, en l'église ND du Perpétuel-Secours, les obsèques de ce bon artisan de paix.

G.V.

## JEAN GRAVIER (1915 - 1991) Homme-orchestre du Jura

Jean Gravier, décédé le 3 août dernier, emporté par un mal implacable dans sa 76<sup>ème</sup> année, incarna la démocratie chrétienne dans le Jura pendant un quart de siècle : maire de Frontenay (160 habitants), de 1957 à 1983; président du Conseil général du Jura de 1973 à 1980, vice-président du Conseil régional de Franche-Comté de 1974 à 1983. En même temps, il se faisait un «devoir très particulier» d'assister à toutes les réunions du Conseil d'administration qu'il présidait, de l'hôpital de Saint-Ylié, près de Dôle (850 pensionnaires).

Proclamé Sénateur du Jura en février 1966 après l'entrée au gouvernement d'Edgar Faure (comme ministre de l'agriculture) dont il était le suppléant, il siégea au

Palais du Luxembourg, sur les bancs de l'Union centriste, sans interruption jusqu'au renouvellement de 1983, date à laquelle il avait décidé de ne pas se représenter. Il avait été secrétaire du Sénat (1974 - 1977) et parlementaire modèle et assidu.

Grand, œil vif, sourcil broussailleux, souriant, sans prétentions ni manières, Jean GRAVIER, né le 27 octobre 1915, quitta assez vite la vigne familiale, peu rentable, pour entrer chez Rivoire-Jacquemin (affinage du «Comté») à Lons-le-Saulnier où il fit une carrière de cadre, puis de directeur commercial.

C'est «par strict dévouement» qu'il accepta en 1957 de devenir maire de Frontenay, sa commune natale, à la suite d'un procès perdu par le village

contre un châtelain. Puis, ce fut l'engrenage électoral et la cascade de mandats. Tout cela le plus naturellement du monde. Sans «recherche des honneurs». Avec sourires et poignées de mains.

Président du Conseil général du Jura, il était un peu le «confesseur» des maires et des élus ruraux du département. Sans dossier sous le bras, il avait tout dans la tête. Ses méthodes à la préfecture ? «Je ne fais pas venir les chefs de service dans mon bureau, Je vais les voir chez eux».

G.V.

## PAUL TEITGEN

Si le titre de ce bulletin, évocateur d'un parti - le M.R.P. - dont l'irruption sur la scène politique immédiatement après la seconde guerre mondiale, nécessitait quelque explication, nous ne devons pas oublier qu'elle fût dûe à d'indiscutables témoins de leur part de vérité. Souvenons nous- du moins pour ceux qui l'ont connu - de Paul Teitgen récemment décédé.

Non pas qu'il fut «militant», au sens, oh combien honorable !, mais courant du terme. Ses responsabilités dans la Fonction publique lui commandaient «le devoir de réserve» ; néanmoins son action ne pouvait être sans un rapport direct avec ce qu'Etienne Borne appelait il y a peu «le plus secret de nos espérances»

Témoin privilégié de ses obsèques en Franche-comté, berceau de sa nombreuse famille, qu'il me soit permis de dire l'inaltérable souvenir que je conserverai du recueillement, du calme, de la sérénité qui ont entouré cette cérémonie. On ne comprendrait pas grand chose à l'existence, ni à l'influence de notre ami si on méconnaissait ce que fut, tout au long de sa vie, l'intelligente générosité que rien, jamais, ne vint démentir.

Il me suffira de me reporter aux quelques mots prononcés au nom de tous les siens, de ses amis aussi, par son frère le plus proche de lui, pour dire ce qu'il fût et supporta, sans jamais faillir.

«Né en février 1919, il aura à peine franchi l'étape de ses vingt ans

qu'il devra affronter ses premiers combats : Combat pour la liberté, pour la dignité de l'homme, valeurs dont il ne cessera désormais de porter le témoignage chrétien. Entré dans la Résistance, il sera quelques mois après son mariage arraché à sa jeune femme, séparé des siens, condamné à demeurer dans l'ignorance de la venue de son premier enfant. Ni la prison, ni la torture, ni la mort à chaque instant offerte au Strutof ou à Dachau ne le feront fléchir....» Sorti de cet enfer il est à nouveau «sollicité» par le sens du devoir, il acceptera d'être nommé en Algérie. Emporté dans une guerre qui n'osera pas dire son nom, on l'y retrouvera une fois de plus, tel qu'en lui-même.

Il s'opposera, malgré les recommandations des «sages», à toutes les tentatives de perversion de l'Esprit et de dégradation de la personne humaine... Contre ces nouveaux tortionnaires qui, sous le couvert du maintien de l'ordre, osaient recourir à tout ce que Dieu condamne, réprovoque ou maudit».

Que tous les siens trouvent ici, le témoignage de notre affectueuse sympathie - et la garantie la plus sûre de notre souvenir de Paul Teitgen, décédé à 72 ans et dont la vie d'homme fut entièrement au service des siens, de son pays, de ses principes. Les nôtres.



**L'hiver arrive et  
400.000 personnes  
sont sans abri**

-----  
**La Fondation Abbé Pierre  
crie son indignation**

Aujourd'hui en France des centaines de milliers de personnes vivent dans des conditions inhumaines, privées d'espace, de toit, de chaleur, d'eau courante.

Arrêtons de nous voiler la face. De les ignorer. De feindre de croire qu'ils ne sont qu'une poignée de marginaux ou d'exaltés ayant fait vœu de pauvreté. Cessons de les prendre pour un groupuscule de naufragés volontaires.

Les 400.000 sans abri et les 2.500.000 mal logés sont pour la plupart des femmes abandonnées avec leurs enfants, des familles expulsées à cause de revenus trop faibles, des jeunes à la dérive, des chômeurs en fin de droits etc... La détresse prend de multiples visages.

Nous pouvons les aider. Nous pouvons tous le faire.

L'Amicale du MRP, recommande chaleureusement la «Fondation de l'Abbé Pierre» à qui les dons peuvent être adressés à :

«Fondation Abbé Pierre  
BP 205 75 624  
Paris Cedex 13  
CCP 41749 K Paris»

# A.T.D. QUART MONDE

Le numéro de novembre 1991 du journal d'«A.T.D. Quart Monde» publie de très intéressants renseignements sur l'activité de cette association, fondée il y a 34 ans par le Père Joseph Wresinski dans un bidonville de Noisy.

Aussi ardent que l'abbé Pierre, le Père Joseph poursuit sa lutte contre la misère, où qu'elle se trouve.

Le 17 octobre dernier a eu lieu dans divers pays une manifestation dite de «refus de la misère».

Cette manifestation a pour origine l'inauguration par le Père Joseph le 17 octobre 1987 sur la Place du Trocadéro d'une plaque exprimant ce refus.

Depuis lors chaque année à la même date des manifestations ont lieu dans plusieurs pays devant une reproduction de la dalle du Trocadéro.

D'autre part, aux Pays Bas le Père Joseph et les volontaires hollandais de son Mouvement ont fondé une université populaire et une ferme de vacances familiales, où les plus démunis peuvent reprendre force en famille, se faire des amis et élargir leur horizon culturel.

L'été dernier les familles du quart Monde ont reçu dans cette ferme la reine Béatrix de Hollande. Par cette visite la Reine donnait à A.T.D. Quart Monde une reconnaissance officielle.

«Vous êtes ici chez vous» ont dit à la Reine les responsables du Quart Monde.

Puis la présidente du Mouvement International «ATD Quart Monde» Madame Alwine de Vos Van Steenwijk, elle-même néerlandaise, a rappelé l'histoire de la ferme, fondée en 1973 par le Père Joseph et les volontaires hollandais.

La création de cette ferme a la signification d'une alliance avec les familles en grande pauvreté de tout le pays.

Mais l'Université populaire est plus encore. Ici nous défendons les droits de l'homme, chez nous et au delà des frontières. Nous avons des amis dans toute l'Europe et à travers le Monde. Avec eux nous choisissons, comme le Père Joseph, d'aller à la recherche de personnes qui sont totalement isolées à cause de la grande pauvreté. Elles aussi ont le droit de savoir que «la vie à un sens».

En France aussi d'autres manifestations se produisent.

Le 24 août dernier le Dalaï Lama, prix Nobel de la paix et chef spirituel du bouddhisme tibétain, avait convié A.T.D. Quart Monde et des représentants des communautés catholique, indoue, israélite et musulmane à une table ronde sur la paix.

La réunion se tenait en Dordogne, sur les hauteurs dominant la vallée des Eyzies, où se trouvent les premières traces de l'humanité en Europe. Sous une immense tente, 10.000 personnes de toutes origines ont assisté à cette cérémonie.

Enfin le 22 octobre dernier le Président de la République a reçu

pour la seconde fois une délégation du Mouvement A.T.D. Quart Monde de France.

C'était la vie de quelque 500.000 familles de France qui entrait à l'Elysée avec la délégation.

Chaque délégué pouvait exposer le cas qu'il connaît le mieux. L'un a un contrat emploi-solidarité, l'autre vit dans un squat, un autre dans une cité d'urgence.

Le Président a déclaré son accord pour une loi de lutte contre la pauvreté, telle que la propose le Mouvement A.T.D. Quart Monde.

Il a en outre manifesté son intérêt pour la proposition d'A.T.D. Quart Monde de faire du 17 octobre une journée mondiale de refus de la misère.

Jean COVILLE

Mouvement  
internationa  
A.T.D. Quart Monde  
107 av. du Général Leclerc  
95480 Pierrelaye

# LES FRANÇAIS NE SONT PAS TOUS DES SALAUDS

Contrairement à l'image qu'en donnent la presse, la radio et la télévision, les Français ne sont pas tous des salauds.

Mais ce sont les criminels et les voyous qui ont la vedette, comme s'ils étaient les seuls intéressants.

Les moyens de communication ne s'occupent absolument pas de ceux qui font le bien.

C'est pourquoi il faut mentionner une association qui lutte contre cette scandaleuse attitude. C'est la Société d'Encouragement au Bien, fondée il y a 129 ans par Honoré Arnoul.

C'était un homme de lettres, collaborateur d'Emile de Girardin, qui créa à cette époque le journal «La Presse», premier quotidien français à gros tirage.

Arnoul rompit avec de Girardin à cause de la tendance que nous venons de dénoncer.

La S.E.A.B. reçut des appuis et rendit de grands services, notamment pendant la guerre de 1870.

A la mort d'Honoré Arnoul la présidence de la S.E.A.B. fut assumée par Jules Simon, homme politique important. Le 2 mai 1894 un décret du président de la République Sadi Carnot reconnut la S.E.A.B. comme «établissement d'utilité publique».

Pendant la guerre de 1914, l'association employa toute son énergie à aider les soldats les plus démunis et leurs familles.

Puis vint la présidence de Justin Godard, ministre délégué de la France à la Société des Nations, qui dut faire face à une 3<sup>ème</sup> guerre, celle de 1939.

Après Justin Godard, 4 présidents se succédèrent : le général Zeller puis nos amis Jean Cayeux, le docteur Aujoulat et actuellement Alain Poher. Si l'on ajoute que le pasteur Emmanuel La Gravière a été membre du Bureau de la S.E.A.B., il est permis de dire que notre tradition y est bien représentée.

La S.E.A.B. exerce son action avec vigueur dans l'ensemble de la France.

Elle s'applique à démasquer le Bien que l'on cache et à le récompenser. On le trouve à tous les âges, y compris parmi les jeunes.

Pourquoi la presse nous présente-t-elle la jeunesse uniquement sous les traits de loubards, de drogués ou de délinquants, comme s'il n'y avait rien d'autre en France que les «casseurs» du Val Fourré.

Les dossiers de la S.E.A.B. prouvent que les jeunes constituent l'écrasante majorité de ceux qui n'hésitent pas à risquer leur vie pour sauver celle des autres en cas de noyade ou d'incendie.

La S.E.A.B. les détecte par le réseau de ses correspondants et de ses délégués, les fait connaître dans la région et leur attribue des récompenses.

Chaque année une assemblée générale réunit les adhérents de toute la France et Alain Poher remet des médailles ou d'autres récompenses à des personnes ou à des groupements qui se sont particulièrement distingués par leur altruisme et leur dévouement.

Les récompenses de la S.E.A.B. s'étendent en outre à des bienfaiteurs de l'humanité. C'est ainsi que des savants comme Louis Pasteur, le professeur Jean Bernard et le professeur Cabrol ont été honorés par la S.E.A.B.

Il me semble que les lecteurs de notre petit journal devraient être particulièrement disposés à appuyer l'action d'une association à laquelle nous attachent des liens personnels et de doctrine aussi forts.

C'est pourquoi je vous prie de trouver ci-après les coordonnées de la Société d'Encouragement au Bien, qui sera ravie d'avoir davantage d'adhérents ou de soutiens.

Jean COVILLE  
membre du Conseil  
d'administration  
de la S.E.A.B.

S.E.A.B.  
7 rue Guy Patin  
75010 PARIS  
Téléphone : 42.80.53.31  
C.C.P. Paris 118801

## LE DEJEUNER DE L'AMICALE

Le vendredi 15 novembre, le Centre International de Paris, 6 avenue Maurice Ravel dans le 12ème arrondissement, recevait les membres de notre amicale au nombre de 105 participants avec un nombre égal d'excusés. La preuve est ainsi apportée de la vitalité de notre association, laquelle, au fil des ans, malgré les pertes annuelles, nombreuses, d'amis très chers, conserve un contingent important de fidèles, attachés au souvenir de notre action passée.

Notre président, Robert PRIGENT, accueillait nos amis qui se répartirent par petites tables selon les affinités de chacun, tous étant heureux de retrouver les anciens perdus de vue. A la fin du repas, Robert PRIGENT remercia les participants pour leur fidélité et excusa quelques absents, dont le président POHER et Jean LECANUET retenus par d'autres obligations.

Maurice SCHUMANN, dont la fidélité à l'amicale ne se dément pas, prononça, avec la voix qu'on lui connaît depuis les années douloureuses de la guerre, des propos chaleureux pour évoquer l'action passée de notre Mouve-

ment. Le MRP laissera dans l'Histoire, dit-il, le souvenir d'un parti qui aura réussi :

- à réconcilier définitivement les chrétiens avec la République grâce à la présence des meilleurs de nos amis dans la Résistance.

- à développer une politique familiale nécessaire pour ranimer dans notre pays, après les drames de la guerre, un élan démographique gage de prospérité économique.

- à lancer, quelques années seulement après la guerre, l'idée de la réconciliation franco-allemande, en jetant les bases de la politique européenne.

Jamais, affirma Maurice, sans Robert SCHUMAN et le MRP nous n'aurions connu une initiative de ce genre et les errements du passé auraient, à nouveau, suscité égoïsme et surenchère nationaliste.

Maurice SCHUMANN poursuit en rappelant combien avait été dommage la disparition de notre Mouvement mais il constata que l'esprit qui nous inspirait ne s'était pas effacé. Félicitons nous, affir-

ma-t-il, de voir dans l'ensemble des formations politiques d'aujourd'hui - à l'exception du PC et du FN - des anciens militants du MRP jouer souvent un rôle important en gardant au cœur les raisons qu'ils avaient de combattre autrefois dans nos rangs. C'est aussi parmi eux que l'on retrouve les plus résolus à lutter contre les théories racistes du Front National en refusant toute compromission avec ce parti.

Enfin, évoquant certains débats du Sénat, où il intervenait contre la violence et la pornographie à la télévision, Maurice SCHUMANN entendit derrière lui un sénateur socialiste murmurer : on reconnaît bien ici les propos d'un ancien du MRP. On ne pouvait lui faire plus de plaisir.

Cette journée restera dans notre souvenir et nous souhaitons qu'il soit possible de réunir à nouveau nos adhérents dans un ou deux ans afin de maintenir les liens amicaux qui nous rapprochent et nous réconfortent.

...

### LA SEMAINE DE LA BONTE

La semaine de la Bonté fait son appel annuel aux bonnes volontés et aux donateurs.

Aucune œuvre ne mérite davantage l'attention des lecteurs de notre petit journal.

Les dons - CCP 4 52 X ou chèques bancaires sont à adresser à :

la Semaine de la Bonté

4 Place Saint Germain des Prés - 75006 PARIS

#### POUR SE DISTRAIRE...

Quelle différence y a-t-il entre

le Titanic et l'Opéra-Bastille ?

Tous deux ont coulé, mais sur le

Titanic il y avait un orchestre.